

DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE

LYCEE JEAN MONNET

13127 VITROLLES

Au lycée Jean Monnet, le débat s'est déroulé sur deux demi-journées:

- le vendredi 12 décembre 2003 après midi, regroupant des enseignants et personnels administratifs du lycée, le Proviseur et son adjointe, une assistante sociale et quelques parents d'élèves.
- le samedi 10 janvier 2004 matin, regroupant des parents d'élèves, des professeurs des écoles et le proviseur du lycée, en présence de la presse locale.

Une vingtaine de personnes participaient à chacune de ces réunions.

SYNTHESE DU DEBAT DU 12 DECEMBRE 2003

Secrétaires / rapporteurs: Mmes PERONI et PESANTI
Animateur : Mr BOLOCH

En préambule, une enseignante a fait une déclaration au nom d'un collectif de professeurs pour expliquer leur décision de ne pas participer à ce débat.

Ils ont demandé qu'un texte rédigé en assemblée générale intersyndicale soit joint à cette synthèse (texte en annexe).

Les professeurs signataires ont alors quitté la salle.

QUESTION 2

"Quelles doivent être les missions de l'Ecole, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir?"

Il a été constaté que la société a évolué (argent facile, loisirs...). L'école n'est que le reflet de la société: on y retrouve les mêmes comportements. L'école doit le prendre en compte.

De plus, il semblerait que le système éducatif ne donne plus les mêmes chances à tous les élèves. Les programmes sont ressentis comme trop ambitieux et trop pesants, surtout à l'heure des 35 heures.

Quant au rôle de l'enseignant, la question essentielle a été de définir la part d'éducation par rapport à celle de l'instruction. Les enseignants présents sont d'accord pour reconnaître que, s'ils font quotidiennement de l'éducation, leur rôle premier est surtout d'instruire.

Une question: l'école peut elle être un lieu d'épanouissement et permettre à tout un chacun de trouver sa place dans la société, quel que soient ses origines, ses aptitudes, et son milieu familial?

De ce point de vue, les enseignants insistent sur l'orientation individualisée de chacun de leurs élèves.

Priorité

Une collaboration très étroite avec les parents sur ces trois grandes missions (éducation, instruction, orientation) est indispensable sous la forme de rencontres, de dialogue plus régulier et surtout plus efficace.

QUESTION 8

"Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves?"

Certains professeurs mettent comme condition à la motivation et au travail des élèves la notion de plaisir, d'où une nécessaire approche ludique pour retenir l'attention des élèves qui, ne se sentant pas au niveau, s'ennuient et ne se sentent pas heureux.

Mais, ce plaisir doit s'accompagner d'efforts incontournables pour réussir.

La notion d'échec, doit être bannie, on devrait plutôt parler de compétences différentes et de rythmes individuels.

Il a été souligné la différence entre les compétences techniques et les compétences abstraites. Il ne faut plus solutionner les échecs par des orientations techniques et/ou professionnelles qui dévalorisent les élèves et les sections.

Il faut que le lycée soit "un étal" de compétences mises à la disposition de chacun, sur une ou plusieurs années, en fonction du rythme de chacun.

Culture professionnelle et générale doivent être présentées sur un plan d'égalité, sans discrimination.

Le redoublement d'une classe est il positif, souhaitable ou nécessaire pour certains élèves en difficulté, ou un palliatif ressenti comme un échec personnel qui ne résout d'aucune façon la situation de l'élève mis sur une voie de garage?

Priorité

L'orientation doit être un choix et non une résignation que le corps enseignant, les parents et l'élève déterminent ensemble.

QUESTION 22

"Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière?"

La formation initiale des enseignants a été mise en cause par rapport à son mode de conduite. On dénonce le mode d'accompagnement. La transmission du savoir, du savoir faire et du savoir être ne sont pas satisfaisants.

Chaque nouvel enseignant recompose par ses propres moyens tout le programme et apprend directement sur le terrain. Si le bienfait de ce mode opératoire est évoqué pour sa part de créativité, par contre, les années de stage en situation semblent être du gâchis pour les enseignants et les élèves.

Concernant la carrière des enseignants, l'augmentation de leur salaire a été évoquée pour la valorisation de leur métier. Sa non reconnaissance a été dénoncée.

Le décloisonnement des différents corps enseignants qui permettrait, par des affectations réversibles d'apporter du renouveau, est souhaité.

Il a également été évoqué les bienfaits qu'apporteraient le contact des enseignants avec la vie active (entreprises) pour mieux comprendre les attentes du milieu professionnel et mieux transmettre les valeurs de l'orientation.

Priorité

Organiser le tutorat volontaire à plein temps pour les enseignants en fin de carrière qui permettrait la transmission du savoir, l'évaluation de l'efficacité des nouveaux enseignants et, la mise au point de nouvelles stratégies opératoires.

En conclusion à cette demi journée de débat, les enseignants unanimes définissent leurs missions par:

- Eduquer
- Enseigner
- Orienter
- Epanouir,

A condition d'avoir les moyens pour y parvenir.

SYNTHESE DU DEBAT DU 10 JANVIER 2004

Secrétaire/rapporteur : Mme DEL SORRO

Animateur : Mr BOLOCH

QUESTION 1

"Quelles sont les valeurs de l'Ecole républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse?"

Le débat débute sur une interrogation concernant l'intitulé de la question : ne devrait-elle pas être :

L'école doit-elle intégrer les expressions culturelles et religieuses ?

Pour plusieurs parents l'école ne doit pas être un cocon privilégié qui offre une image fautive du monde environnant, un « ghetto propre ».

Consensus sur le fait qu'il n'y a pas de rapprochement à faire entre expressions religieuses et « culture jeune » :

« personne ne prend des coups de ceinturon pour porter des Nike »

Une intervention signale que, localement, les « nombrils, casquettes, string... »qui séparent les différentes communautés au sein du lycée posent plus de problèmes que les signes religieux.

Il y a-t-il de quoi légiférer ?

Enseignement du fait religieux

Avis très partagés, toutes les positions étaient représentées.

Une démarche ressort de manière consensuelle : l'analyse globale de la société (de la publicité jusqu'au fait religieux) doit être effectuée avec et par les élèves en fonction de leur âge.

Les discussions doivent permettre l'élaboration des règlements intérieurs et des règles de vie indispensables à la cohabitation des différents groupes.

Priorité

L'école doit être un « un havre de paix »

QUESTION 10

"Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves?"

Bilan de la situation actuelle :

Les parents ont du mal à se repérer lors de l'orientation de leur enfant, ils laissent faire généralement malgré la prise de conscience du manque de moyens des structures dans les collèges et les lycées.

Certains élèves se retrouvent en échec à cause de cela. Les enseignants n'ayant pas de formation pour les aider.

Il faut continuer à développer le tronc commun car tous les participants sont pour une formation de base qui permettra à tous, malgré les échecs, les abandons, les aléas de la vie à reprendre plus tard une formation continue.

Un autre objectif important : « les filières dites manuelles » doivent retrouver une place, revalorisant tous les métiers sans idées reçues.

Il faut souligner d'ailleurs que cette dévalorisation vient plus de la part des parents que de celle des élèves.

L'avis de l'enfant n'est pas assez pris en compte par l'ensemble des partenaires-adultes. Puis il est confronté au manque de places, c'est un double-échec.

Le système PAM (Pré-affectation Automatique Multidossiers) ne paraît pas parfaitement au point malgré un projet papier très intéressant.

Le monde du travail, dans toutes ses composantes, doit être connu des élèves mais l'orientation doit être un choix personnel.

Priorité

« apprendre à apprendre ».

QUESTION 16

"Quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative – en particulier entre parents et professeurs et entre professeurs et élèves?"

Interrogations sur la question :

Quelles règles les enseignants et les élèves doivent-ils respecter...? Question inutile car les règles de respect mutuel Adulte-Enfant n'ont pas à être différentes dans l'école de celles du reste de la société.

L'école primaire semble être privilégiée par un lien parent-enseignant plus vivant. Il se distancie progressivement jusqu'en terminale.

Le débat s'anime alors de façon passionnelle entre parents et enseignants : les enseignants défendent leur professionnalisme et regrettent d'être un des rares corps de métier où des extérieurs jugent leurs façons de faire (pédagogie). Les parents revendiquent le droit de parler de tout. Un seul point commun sur cette question : « Tout peut être dit, l'importance est certainement la manière... » Toute intervention personnelle est rejetée dans des cas lourds, les fédérations de parents doivent retrouver un rôle fort . Tout le monde déplore l'absence de lieux d'échange.

Priorité

Développer les espaces et temps de communication à l'école.

QUESTION 22

"Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière?"

Qu'il y-a-t-il derrière le mot « mérite »?

Il introduit une notion de rendement incompatible avec des métiers en relation avec un public. Les questions restent en suspens.

Quelles idées sont mises à jour pour la partie « former-recruter » ?

- Stages en présence des maîtres titulaires
- Début de carrière en zone sensible avec un maître compétent en matière de gestion des différentes communautés, de la violence, des règles et des attitudes particulières à adopter (totalement absent de la formation actuelle).

Le débat se clôture par l'intervention d'un parent d'élève constatant le côté « isolé » des enseignants dans toute leur carrière et souhaitant que les passerelles soient instituées entre tous les acteurs de l'éducation nationale.

Une nécessité absolue : « se revoir ».

Priorité

Instituer des passerelles entre tous les acteurs de l'Education Nationale.

Vitrolles le 19.01.2004
L'Animateur
Ch. BOLOCH
Directeur du CIO de Vitrolles

ANNEXE

«Débat national sur l'avenir de l'école »

Déclaration des personnels du lycée Jean Monnet Vitrolles en accord avec les déclarations des personnels du lycée Pierre Mendès France Vitrolles

Au printemps dernier, le gouvernement a traité par le mépris les revendications et les réflexions émanant du mouvement interprofessionnel dans lequel les parents d'élèves et les personnels étaient massivement engagés. Malgré plusieurs semaines d'action et de grève, il a persisté dans ses choix de régression sociale et de remise en cause du caractère national de l'éducation :

- Disparition des surveillants et des emplois-jeunes, remplacés par des assistants d'éducation en moins grand nombre et au statut encore plus précaire.
- Maintien de la décentralisation de la gestion des TOS.
- Passage en force de la réforme des retraites.
- Suppression de 4000 postes dans le secondaire, programmée dans le budget 2004. Ceci confirme, si besoin était, la prééminence de la logique comptable sur toute considération sociale ou éducative.

Dans ce contexte l'opération médiatique pompeusement baptisée « Grand débat sur l'avenir de l'école » apparaît comme un alibi permettant de légitimer les réformes engagées ou à venir.

La procédure choisie (15000 débats de quelques heures, portant sur trois questions choisies administrativement parmi vingt deux formulées par le gouvernement, et produisant plusieurs dizaines de milliers de pages disparates dépouillées par une commission dont on peut douter de la possibilité de synthèse sans omission) est à la fois superficielle et insultante pour les parents d'élèves et les personnels que l'on prétend associer à cette mascarade.

Par cette parodie de concertation, le gouvernement tente de masquer son refus brutal de tout dialogue social et prépare l'opinion publique à une nouvelle offensive néolibérale sur l'école.

Nous ne cautionnerons pas cette opération de communication gouvernementale : à nos yeux, l'école mérite mieux.

A ceux qui s'inquiètent et prétendent que la politique de la chaise vide risque de desservir notre propos, nous répondons :

- que ce n'est pas parce que nous ne participons pas à CE « débat » que nous avons décidé de nous taire,
- Que, de toute façon, le gouvernement prétendra que les enseignants ont respecté les règles du jeu et ont validé ses orientations,
- Que d'autres lieux de débat existent qui ne seront pas instrumentalisés et qui seront bien plus visibles médiatiquement :

15 décembre-14h - Assemblée Générale à la fac St Charles.

8 janvier- 18h - Débat appelé par l'intersyndicale à l'IUFM.

Nous réaffirmons avec force notre engagement pour l'école de la République et notre volonté de la rendre plus égalitaire et au service de tous.

Cette déclaration sera notre contribution au débat et nous demandons que mention en soit faite dans la synthèse qui doit être rédigée.

A Vitrolles le 12 décembre 2003